

Monsieur l'Ambassadeur,

Excellence,

La session d'aujourd'hui de l'Assemblée Générale des Nations Unies représente un moment crucial dans la question de Palestine. La demande officielle du Président de l'Autorité palestinienne Monsieur Mahmoud Abbas visant à faire de la Palestine un Etat membre à part entière de la communauté internationale va complètement modifier la donne en remettant ce dossier à l'avant-plan de l'actualité.

Il est vrai que ce que d'aucuns appellent désormais le printemps arabe ne pouvait que rejaillir sur les Palestiniens tant leur désir de réaliser leurs aspirations à l'auto-détermination et à la fin de l'occupation israélienne sont légitimes et inévitables à terme.

Il est vrai que la demande d'adhésion en qualité de membre part entière des la communauté internationale comporte des risques sur les plans intérieur et international. En effet, nous comprenons que l'OLP devrait s'effacer au profit de l'Etat de Palestine, avec la vraisemblance d'un abandon des réfugiés palestiniens vivant dans les pays voisins. Nous comprenons le formidable impact juridique que la naissance d'un nouvel Etat aura avec les perspectives de saisine du tribunal pénal international de la Haye, les questions liées à la sécurité et à la définition des frontières, des eaux territoriales, la place de la nouvelle Palestine dans l'échiquier régional, pour ne citer que ces nouveaux défis. Autant de défis parmi d'autres que certainement redoutent les Etats-Unis et Israël et qui peuvent affecter l'équilibre des alliances traditionnelles

Mais rien de tout cela ne peut empêcher le droit le plus élémentaire qu'ont les Palestiniens de sortir de plus de 50 ans d'occupation qui jour après jour achèvent de déshumaniser ce peuple. Tout l'intérêt de cette demande est de remettre la centralité de la question entre les mains des Nations Unies qui, rappelons-le, ont également donné naissance à Israël. Ce qui ne serait somme toute qu'une logique de réciprocité.

Dans ce contexte, Excellence, nous devons faire part de nos espoirs et accompagner les efforts politiques des Etats de toute influence lorsqu'ils concourent à permettre d'atteindre la dignité des peuples, la paix et la sécurité. Mais dans le même sens, nous devons exprimer nos doutes et nos réticences lorsque les impératifs de la realpolitik l'emportent sur le justesse de la cause palestinienne. C'est ce que nous, en tant que citoyens et acteurs engagés, devons signifier dans le cadre d'un dialogue constructif et critique avec les responsables qui tracent la politique moyen-orientale au sein de l'administration américaine.

Quels que soient les enjeux de politique intérieure, quels que soient les effets sur la prochaine campagne présidentielle, nous ne pouvons nous permettre dans un monde instable de laisser la question palestinienne sans réponse. Nous ne pouvons laisser le prix du statu quo être payé par les prochaines générations. La Palestine est la clé de voute de la paix et la sécurité au Moyen-Orient. La Palestine, rétablie dans ses droits, ne représente pas un danger pour la sécurité d'Israël, qui rappelons-le reste une puissance occupante. Ce serait même dans ce cas de figure exactement l'inverse.

Nous en appelons les représentants politiques américains et européens à une minute de courage politique. Le discours du Caire de Monsieur Barack Obama a suscité et nourri d'énormes espoirs et a représenté de ce fait un rendez-vous avec l'Histoire. Faisons en sorte qu'aujourd'hui à New York, nous ne passions pas à côté de l'essentiel : le droit d'un peuple à l'auto-détermination doit être transcendant à l'égard de toute autre considération géostratégique. La Palestine nous donne aujourd'hui un rendez-vous avec l'Histoire. Serons-nous, Nous, Nations Civilisées, animées par un désir de paix et de prospérité, répondre à cet appel ?

Taoufik Amzile, porte-parole de l'ABPM
Bruxelles, le 23 septembre 2011